

BULLETIN

DE LA FÉDÉRATION JURASSIENNE

de l'Association internationale des travailleurs

Paraissant tous les Dimanches.

Abonnements pour l'année 1874 :

En Suisse :

Un an, 8 fr., six mois, 4 fr.

Les abonnements pris auprès des bureaux de poste, paient une surtaxe de 20 cent.

L'émancipation des travailleurs

doit être l'œuvre

des travailleurs eux-mêmes.

Abonnements pour l'année 1874 :

Allemagne, fr. 10»60. — Amérique, fr. 16. — Angleterre, fr. 13»20. — Belgique, fr. 10»60. — Espagne, 13»20. — Hollande, fr. 12»20. — Italie, fr. 9»60.

On s'abonne auprès de M. François Floquet, Grande Rue, 143, au Locle (canton de Neuchâtel, Suisse.)

LOCLE, LE 27 DÉCEMBRE 1874.

AVIS IMPORTANT.

Ensuite d'une décision votée par les Sections jurassiennes, le format du Bulletin sera notablement agrandi à partir du 1^{er} janvier prochain.

Le prix de l'abonnement restera le même, soit 2 francs par trimestre.

L'administration du Bulletin fait appel à tous les amis de notre journal, et les prie de travailler d'une façon sérieuse à lui gagner de nouveaux abonnés en nombre suffisant pour couvrir les frais que cet agrandissement de format nous impose.

Aux Abonnés de l'Extérieur.

Par suite de modifications dans le tarif des postes, on pourra, dès le 1^{er} janvier 1875, s'abonner au Bulletin, pour l'Allemagne, au même prix que pour la Suisse, à condition de prendre l'abonnement aux bureaux de poste.

L'abonnement pour l'Amérique sera réduit à fr. 13»20 au lieu de fr. 16.

Les abonnements au Bulletin seront reçus à tous les bureaux de poste belges, italiens et allemands, moyennant une surtaxe de 20 centimes.

L'organe le plus important de la bourgeoisie dans la Suisse allemande, le *Bund*, a publié dimanche dernier un article sur l'histoire de l'Internationale en Suisse. Cet article offre un curieux échantillon du peu d'aptitude des écrivains bourgeois à saisir et à comprendre les événements contemporains. L'activité de l'Internationale en Suisse, depuis 1865, a été un fait éminemment public, que tout observateur sérieux a pu facilement étudier : les organes de l'Association, ses congrès, ses meetings, toute cette immense publi-

cité aurait dû préserver de l'erreur un historien tant soit peu doué de la bonne volonté de trouver la vérité. Eh bien, non ! la publicité n'y a rien fait, et l'histoire de l'Internationale est pour nos journalistes bourgeois quelque chose d'aussi mystérieux, d'aussi indéchiffrable que les annales de l'empire assyrien. Lorsqu'ils se mêlent d'en parler et de dérouler la série des faits sous les yeux de leurs lecteurs, ils ne font qu'entasser bévues sur bévues (pour ne pas dire mensonges sur mensonges).

Pour l'écrivain du *Bund*, l'histoire de l'Internationale en Suisse se résume en celle de l'activité de J.-Ph. Becker, rédacteur du *Vorbote* (journal qui parut mensuellement à Genève, de 1865 à 1870), et du groupe fondé par lui (*Sektionsgruppe deutscher Sprache*). C'est ce groupe, à l'entendre, qui a été jusqu'en 1869 le grand centre d'action de l'Internationale, non seulement en Suisse, mais sur le continent. Mais à partir de 1869, Becker et son groupe se trouvent isolés, ne conservant plus de correspondances qu'avec l'Italie, la Russie et l'Espagne (!) ; enfin, en 1871, leur action est complètement paralysée, et la Suisse cesse dès lors d'être un centre d'agitation internationale !!

Tout cela est simplement fantastique. Jamais le Comité allemand fondé à Genève par J.-Ph. Becker n'a eu (si ce n'est peut-être en Allemagne) l'influence que lui attribue le journaliste ; et ce n'est pas à l'impulsion de cet élément-là qu'a été due la fondation des nombreuses Sections internationales de langue française en Suisse. Ces Sections, de beaucoup les plus importantes, ont eu dès le début une existence tout-à-fait indépendante ; et passer sous silence le rôle prépondérant qu'elles ont joué dans les grandes grèves de 1868 et 1869, et dans l'agitation qui précéda et suivit les Congrès de Genève, de Lausanne et de Bâle, c'est fausser complètement l'histoire.

Voici en quels termes le journaliste apprécie la situation actuelle du parti socialiste en Suisse :

« Une *petite* partie des Sections romandes, qui a pris le titre de *Confédération jurassienne*, et dont l'organe est le *Bulletin jurassien*, paraissant au Locle, s'est séparée de l'Internationale de Marx. L'Internationale de Marx elle-même, depuis le Congrès de la Haye en 1872, a perdu le plus grand nombre de ses Sections, qui se sont ralliées à un Conseil général siégeant à Londres, qui paraît aussi avoir pour lui la plus grande partie du reste de la fédération romande de la Suisse ; tandis que les autres Sections romandes, qui ne sympathisent pas avec Bakounine, les Genevois, l'*Union démocratique du Jura*, à Delémont, ainsi que les internationaux de langue allemande, dépendent du Conseil général de New-York, qui est resté sous l'influence de Marx. On assure que les Sections romandes, insignifiantes à l'égard de la Suisse elle-même, exercent à l'étranger une certaine influence. »

Tirez-vous de ce galimatias triple, si vous le pouvez !

Et dire que celui qui a écrit de pareilles bourdes, les a écrites sérieusement, et dit avoir puisé ses matériaux dans un ouvrage « dont l'auteur a fait, avec beaucoup de zèle et une connaissance extraordinairement sûre de son sujet, l'histoire du mouvement ouvrier dans les divers pays ! »

silence, c'est que le journaliste, très malveillant pour l'Internationale, se montre au contraire favorablement disposé pour le *Schweizerischer Arbeiterbund*. Tout son article semble même n'avoir d'autre but que de démontrer que, grâce à Dieu, l'Internationale a fait son temps chez nous, et que les ouvriers suisses, revenus à des idées plus saines, ont abandonné les *utopies dangereuses* pour entrer dans la voie *pratique* du progrès modéré et des réformes graduelles et légales.

« L'histoire de l'Internationale en Suisse, dit l'écrivain, est particulièrement intéressante en ce qu'elle nous fait voir comment la liberté politique, dont elle a pu profiter, a fini par la conduire dans la bonne voie, en éliminant les éléments malsains, en conservant ce qui, dans le mouvement, avait sa raison d'être, et en lui donnant une forme nationale. — Par la fondation du *Schweizerischer Arbeiterbund*, l'élément international dans le socialisme a été relégué au dernier plan, et le mouvement ouvrier est entré franchement sur le terrain légal, où on ne peut pas lui refuser sa raison d'être, si l'on admet impartialement que la classe ouvrière souffre aujourd'hui d'abus sociaux auxquels elle a le droit de chercher à remédier de son mieux. »

Le digne journaliste se trompe ici, malheureusement pour la classe qu'il représente : ce qu'il

appelle les *éléments malsains*, bien loin d'avoir été éliminés du mouvement ouvrier, ont pris depuis trois ans plus de force que jamais ; l'Internationale gagne chez nous du terrain à vue d'œil, et le *Schweizerischer Arbeiterbund*, quoi qu'ils puissent dire et penser certains meneurs, représente seulement, en réalité, une forme transitoire du mouvement ouvrier dans la Suisse allemande, qui devra forcément aboutir à l'Internationale.

Nouvelles de l'Extérieur.

Italie.

(Correspondance particulière du Bulletin.)

Décidément il faut se dire que le gouvernement réparateur du bienheureux royaume d'Italie se trouve dans une fâcheuse situation, à en juger du moins par l'emploi qu'il fait de la force brutale pour réprimer, et des mensonges éhontés par lesquels il cherche à cacher son infamie. Dans ma dernière lettre, je vous ai parlé de deux brigands de Sicile qui, surpris et cernés dans une maison par la troupe, réussirent à s'échapper sains et saufs après avoir mis hors de combat un bon nombre de soldats. Les journaux de police ont raconté qu'ensuite les soldats, ayant pénétré dans cette maison, y trouvèrent les propriétaires, le mari et la femme, étendus sur le plancher, évidemment victimes des brigands. Mais la vérité est que les gendarmes, en arrivant un peu plus tard dans cette maison, ne trouvèrent à satisfaire leur rage qu'en égorgeant les malheureux paysans qui l'habitaient. Mais que voulez-vous ? Notre gouvernement a promis à l'Angleterre de réprimer le brigandage à tout prix ; et ne pouvant réussir à le supprimer de fait, on le supprime du moins en paroles. On envoie partout des patrouilles, avec consigne de terroriser les campagnes ; et les gendarmes qui se hâteraient de se sauver ou de se coucher à plat-ventre s'ils apercevaient les brigands, trouvent beaucoup plus prudent de décharger héroïquement leur fusil sur quelque pauvre diable de paysan ou de chasseur, comme cela est arrivé ces jours derniers. On dit que quelques préfets et sous-préfets des provinces siciliennes ont adressé au ministère de l'intérieur des rapports détaillés sur la fermentation qu'a produite dans l'île la nouvelle du projet d'appliquer des mesures exceptionnelles à la Sicile. Je ne sais, pour moi, ce qu'on pourrait faire de plus en Sicile, lorsqu'on voudra y appliquer ce qu'on appelle les mesures exceptionnelles ! Les journaux de l'île disent que le système de la torture est largement appliqué, et de la ville de Menfi en particulier on annonce qu'il ne se passe pas une semaine sans que des victimes d'infâmes délations soient livrées au supplice du *lit de force*, horrible instrument à la mode en ce moment pour faire parler ceux qu'on arrête. En une seule journée, le 7 décembre, trente-sept jeunes gens ont été, par ce procédé, déclarés coupables d'affiliation à l'Internationale : et Menfi ne compte que 7000 habitants ! Ne croyez pas toutefois que de telles barbaries soient chose nouvelle en Sicile ; tout au contraire, elles y constituent en quelque sorte le régime ordinaire. Il y a sept mois, à Sciacca, un pauvre marinier fut accusé de tentative de vol, et comme on voulait obtenir de lui un

aveu, on le soumit au supplice de *la bastonnade sous la plante des pieds* ; et le préfet qui, de concert avec le délégué de police, dirigeait la cruelle opération, reprocha à l'exécuteur *d'être trop humain*, et, lui arrachant la verge des mains, se mit lui-même à frapper avec violence le malheureux prolétaire. Celui-ci, ne pouvant plus résister à la douleur, se confessa coupable de tout ce qu'on voulut. Il était absolument innocent, et il espérait qu'il lui serait fait justice : dans ce but, il avait caché sous ses habits un fragment de la verge ensanglantée, qu'il montra en pleurant à ses juges : ceux-ci lui prouvèrent sa naïveté en le condamnant à dix ans de travaux forcés.

L'autorité judiciaire de Palerme, dans une circulaire, exhorte les juges qui dépendent d'elle à user largement de l'*admonition* contre les internationalistes, en leur rappelant la Commune de Paris, et en citant des passages de la lettre de notre *Comité pour la Révolution sociale* au Congrès de Bruxelles.

Le projet de loi sur les mesures exceptionnelles vient d'être publié ; il est conforme aux bases que je vous ai signalées dans ma lettre précédente.

A Modène, un juge a été puni parce que — malgré l'ordre du préfet et du commandant de gendarmerie — il s'est refusé à infliger l'*admonition* à un certain nombre de personnes désignées comme membres de l'Internationale. Le nombre des personnes ayant reçu l'*admonition* dans toute l'Italie est actuellement de **152,888**, et celui des personnes condamnées à la surveillance spéciale de la police de **22,000**.

Les ouvriers de deux journaux cléricaux, la *Voce della Verità* et l'*Osservatore romano*, de Rome, se sont mis en grève. Mais la grande grève du moment est celle des ouvrières de la fabrique de cigares et de tabacs de Turin. La grève a commencé par la fabrique de cigares, où les ouvrières ont réclamé une assurance formelle qu'à la suite de l'introduction des machines, il n'y aurait diminution ni de travail ni de salaire ; n'ayant pu obtenir cette promesse, elles se sont toutes soulevées, ont brisé les machines et ont mis toute la fabrique en grand désarroi. La force est intervenue ; il s'en est suivi un conflit et des arrestations en masse. Sur ces entrefaites, les ouvrières de la fabrique du Parc, où l'on ne travaille qu'aux tabacs, se mirent, elles aussi, en grève, simplement par esprit de solidarité ; de cette façon, la grève devint générale. A cette heure, la direction a fermé les fabriques et tient ferme. Les ouvrières se sont présentées de temps en temps aux portes de la fabrique, demandant d'entrer, avec menaces ; il en est résulté de nouveaux conflits et de nouvelles arrestations, et les bourgeois prudents murmurent contre le gouvernement, disant que celui-ci n'ordonnera sans doute à la fabrique de recommencer le travail que quand l'affaire sera devenue sérieuse.

A Florence et à Bologne, les procès des internationaux ne sont pas encore arrivés devant la section des accusations. Nos gouvernants cherchent à gagner du temps, espérant que le temps leur apportera aide et conseil. Ce sont des lâches qui craignent la lumière du procès ; leur idéal, c'est de torturer les internationaux à la sourdine, et c'est ce qu'ils font.

Eu vous confirmant mon assertion que chez Natta on n'a pas trouvé la moindre lettre, je dois vous dire en outre qu'il est faux qu'il ait été arrêté

à la gare, comme il a plu à la police de le prétendre : il a été arrêté tout simplement dans la maison d'un de ses parents, où on avait réussi à l'attirer par des manœuvres policières. A Florence, les perquisitions domiciliaires continuent.

Je ne puis qu'approuver l'observation faite par le *Bulletin au Risveglio*, à propos du *martyrologe de la Commune* que ce journal est allé pêcher je ne sais où et qu'il reproduit dans ses colonnes. Il est déplorable qu'en Italie trois ou quatre individus, aussi stupides que vaniteux, aient réussi à se faufiler dans les rangs du prolétariat, dont ils veulent absolument être les historiens, les tribuns, les poètes, et — ose-t-on le dire ? — les capitaines ! — Un de ces personnages, le jour même où il entendit pour la première fois prononcer le nom de l'Internationale, déclara qu'il allait en écrire l'histoire !!! Mais les rigueurs de la police auront au moins l'avantage de nous délivrer de ces incommodes parasites, qui, ne voulant pourtant pas payer trop cher les satisfactions de leur sottise vanité, finiront par se décider à chercher ailleurs un champ d'action plus propre aux élucubrations stupides de leur archi-stupide cervelle. G.

La souscription ouverte parmi les socialistes italiens en faveur des déportés de la Nouvelle-Calédonie produit des résultats satisfaisants. Le Comité de la souscription vient de faire parvenir au Comité fédéral jurassien, pour le transmettre à qui de droit, un premier envoi de 100 francs.

Amérique.

La discorde est au camp d'Agramant ! Messieurs les membres de ce burlesque cénacle qui s'intitule le Conseil général de New-York, n'avaient plus fait parler d'eux depuis longtemps : ils ont éprouvé le besoin de rentrer en scène, et ils viennent de régaler le public américain du spectacle d'une querelle de famille vraiment désopilante.

Il paraît qu'il y a chez ces Messieurs deux partis : le parti Sorge et le parti Carl. Après s'être d'abord fraternellement entendus pour fulminer contre les fédérations de l'Internationale les risibles décrets d'excommunication dont on se souvient encore, ils ont fini par se prendre aux cheveux entre eux au sujet de la propriété d'un journal, l'*Arbeiter-Zeitung*, dont chaque parti voulait s'assurer la direction exclusive. L'imprimerie de ce journal se trouvait entre les mains du parti Carl ; les hommes du parti Sorge se présentèrent devant le juge, et prêtèrent serment que le matériel du journal était leur propriété. Là-dessus, celui-ci leur donna l'autorisation d'aller s'en emparer, et avec l'assistance d'un officier de police, ils se rendirent à l'imprimerie, où, sous les yeux de Carl et de ses amis, ils mirent en pièces le mobilier, brisèrent les becs de gaz, mirent en pâle la composition du journal, et emportèrent tout le matériel.

Ce coup d'état ne fut que l'ouverture des hostilités. La Section 1 (allemande) de New-York, dont fait partie Carl, prit parti pour ce dernier, et vota la résolution suivante, dirigée contre Sorge :

« Le Comité de la Section 1 de l'Internationale à New-York, à tous les socialistes des Etats-Unis et d'Europe.

« Collègues,

« Considérant que l'ex-secrétaire général F.-A. Sorge a perdu la confiance de ses collègues :

« 1° par ses nombreux manquements au principe ouvrier ;

« 2° par son alliance ouverte avec des chefs notoires des partis bourgeois dans ce pays, de même que par son alliance avec l'agent reconnu du gouvernement autrichien, *Henri Oberwinder*, à Vienne ;

« 3° par sa participation indirecte au honteux attentat commis contre l'*Arbeiter-Zeitung*, à New-York ;

« Considérant qu'il s'est dévoilé comme un ennemi perfide et dangereux de la classe ouvrière de ce pays ;

« Le Comité décide que les ouvriers de tous les pays sont avertis de ne plus entrer en aucune espèce de correspondance avec ledit F.-A. Sorge, attendu que celui-ci ne se sert de sa nombreuse correspondance (dont il est redevable à la confiance mal placée de la Section 1), que pour nuire à la classe ouvrière et pour satisfaire son ambition et ses rancunes personnelles.

« Tous les journaux du parti sont priés de reproduire le présent avis. »

De leur côté, Sorge et ses amis ne restaient pas inactifs. Ils ont entre leurs mains le prétendu Conseil général, et ce Conseil général fonctionne en même temps comme Conseil fédéral pour les Etats-Unis. Vite un décret, deux décrets, trois décrets ! D'abord, Sorge et ses hommes officient comme Conseil fédéral, et décrètent :

« La Section 1 de New-York est expulsée de la Fédération américaine. »

Puis les mêmes hommes, officiant cette fois comme Conseil général, décrètent de nouveau :

« La Section 1 est suspendue jusqu'au prochain Congrès général. »

Enfin ils décrètent en troisième lieu :

« Les membres Carl, Bolte et Praitsching sont expulsés de l'Internationale. »

Voilà une réjouissante comédie, n'est-il pas vrai ? Sorge déclaré traître par Carl, Carl expulsé par Sorge !

Y a-t-il, dans ce conflit grotesque, un parti qui représente réellement le vrai socialisme international ? Nous en doutons beaucoup. Nous croyons que de part et d'autre, il y a des intrigants, des charlatans, des ambitieux ; derrière ces meneurs sont probablement quelques hommes de bonne foi, aveuglés et mystifiés. Puissent ceux-là ouvrir les yeux à temps, se débarrasser de leurs chefs de file, et, en se réorganisant sérieusement, faire cesser des luttes qui en Amérique couvrent de ridicule la cause du prolétariat, que les tristes personnalités dont nous venons de rapporter la querelle, osent prétendre représenter !

Fédération jurassienne.

On se souvient que la direction de la fabrique de télégraphes de Neuchâtel nous avait offert, dans une lettre que nous avons publiée, d'ouvrir une enquête sur un fait que nous avons signalé. Nous avions annoncé que nous acceptions cette proposition. Dès lors, la fabrique n'a plus donné signe de vie : on ne paraît plus songer à l'enquête proposée.

S'il n'est pas donné suite à cette affaire, serons autorisés à regarder la proposition

enquête sérieuse et impartiale, comme une simple fanfaronnade de la direction de la fabrique, et nous tiendrons alors pour avéré le fait qui devait faire l'objet de cette enquête qu'on n'aura pas osé entreprendre.

On nous écrit de St-Imier :

« Nous tenons à remercier notre ami James Guillaume de l'intéressante conférence qu'il nous a donnée dimanche soir sur *le socialisme de Proudhon et le socialisme de l'Internationale*. Il serait à désirer que ce travail vraiment instructif pût être imprimé et mis de la sorte sous les yeux de toutes les personnes qui s'occupent de la question sociale, spécialement des ouvriers qui ne connaissent que très imparfaitement les doctrines de Proudhon et la place qu'elles occupent dans le développement de l'idée socialiste.

« A St-Imier et à Sonvillier, nous avons à notre disposition, pour nos conférences, la salle communale. On n'a pas osé nous la refuser, tandis que dans le canton de Neuchâtel, une section de l'Internationale qui réclamerait l'usage d'un local public serait certainement repoussée avec pertes. A quoi peut tenir cette différence ? Je crois que cela vient surtout de ce qu'au Val de St-Imier nous sommes mieux organisés : nous formons une puissance avec laquelle nos autorités locales craindraient d'entrer en conflit. Espérons que le temps viendra prochainement où à la Chaux-de-Fonds, par exemple, la fédération ouvrière pourra aussi traiter de puissance à puissance avec la municipalité.

« Le magasin coopératif de notre fédération continue à faire d'excellentes affaires. Nous tenons en échec la société de consommation fondée par la bourgeoisie. Nous savons bien d'ailleurs que ce n'est là pour nous qu'un apprentissage administratif, un moyen de fortifier notre organisation, et non un levier d'émancipation. Nous savons que l'abaissement du prix des subsistances, s'il se généralisait, aurait pour résultat un abaissement des salaires. Les fabricants le savent bien aussi : et nous tenons de bonne source que la direction d'un grand établissement industriel établi dans un village à quelques lieues d'ici et qui occupe 400 ouvriers, se propose d'aider à ses ouvriers à réaliser une économie sur leur entretien, afin de pouvoir réaliser à son tour un bénéfice sur leur salaire. Voici comment raisonne l'industriel en question : « La pension alimentaire d'un ouvrier lui coûte en moyenne 10 à 11 fr par semaine : il y aurait moyen de la faire descendre à 9 fr. ; par exemple, les paysans nous font payer le lait 29 cent. le pot ; je m'arrangerai pour trouver le lait à 25 cent. le pot. Et je calcule que la réduction qu'il m'est facile d'obtenir sur le prix des vivres me permettra d'empocher un bénéfice annuel d'au moins 12,000 fr. »

« Nous nous proposons, à St-Imier et à Sonvillier, de nous réunir comme d'habitude en banquet fraternel à l'occasion du jour de l'an. »

La section de Neuchâtel donnera une soirée familière dans son nouveau local, le samedi 2 janvier prochain, à partir de 7 heures du soir. Tous les amis de la cause y sont cordialement invités.

Le 30 courant, à Berne, conférence publique sur l'Internationale, par le compagnon P. Brousse, organisée par les soins de la section de cette ville.

